

## Harry S. Truman, Mémoires

**Légende:** Dans ses Mémoires, Harry S. Truman, ancien président des États-Unis, rappelle le rôle joué par les Américains dans l'écrasement de la révolte communiste en Grèce au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

**Source:** TRUMAN, Harry S. Mémoires. Volume II: Années d'épreuve et d'espérance. Paris: Plon, 1956. 358 p. p. 113-118; 120-121; 126-128.

**Copyright:** (c) Editions Plon

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/harry\\_s\\_truman\\_memoires-fr-98d5c47b-74e8-4b86-a8b6-4dcd148add02.html](http://www.cvce.eu/obj/harry_s_truman_memoires-fr-98d5c47b-74e8-4b86-a8b6-4dcd148add02.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/07/2015

## Harry S. Truman, *Mémoires*

[...]

Si les difficultés de la Turquie étaient entièrement dues à l'intransigeance manifestée par la Russie après les hostilités, les causes premières de l'état de la Grèce remontaient à l'occupation subie par ce pays au début de la deuxième guerre mondiale. En effet, elle avait souffert de façon tragique pendant ce conflit et son peuple avait opposé une résistance héroïque à l'armée de Mussolini, avant de succomber enfin sous les coups de l'Allemagne et de l'Italie, liguées contre elle.

Cependant, la résistance avait continué dans le pays et n'avait pas tardé à se cristalliser autour de deux formations principales. L'une d'elles, l'E.A.M. était sous la domination des communistes, tandis que l'autre restait fidèle au roi et à son gouvernement en exil. Déchirée entre les violences et les exactions des forces allemandes d'occupation d'une part et les escarmouches constantes entre les groupes de résistance, toute vie normale cessa virtuellement en Grèce. Les champs et les usines étaient déserts, la population mourait de faim et la maladie prélevait un tribut dont le poids exact ne sera sans doute jamais connu.

Au mois d'octobre 1944, les Allemands se retirèrent, les forces britanniques débarquèrent et le gouvernement en exil revint à leur suite. Mais ils ne ramenaient ni la paix ni la prospérité à ce pays déchiré par les luttes. Les ministères se succédaient sans qu'aucun d'entre eux pût trouver un remède aux maux du pays. L'E.A.M. se retira dans les montagnes du nord en refusant de remettre ses armes et ne tarda pas à défier ouvertement le gouvernement qui, de son côté, semblait encourager les groupes d'extrémistes de droite. Les actes de violence se multipliaient en maints endroits et le redressement économique ne faisait à peu près pas de progrès.

Bien entendu, les communistes, eux, tiraient le profit maximum de la misère, de la famine et du désordre ruineux qui se prolongeaient. Désormais, Moscou et les satellites des Balkans aidaient ouvertement l'E.A.M. Les rapports que je recevais de nos services de renseignements indiquaient que beaucoup des insurgés avaient été entraînés, endoctrinés et armés dans plusieurs camps au-delà des frontières grecques et que, sous la direction des Soviétiques, les pays qui la joignaient au nord (Yougoslavie, Bulgarie et Albanie) se livraient à un effort concerté pour établir le communisme en Grèce.

Seule la présence dans le pays de 40 000 soldats britanniques, ainsi que les conseils et l'aide fournis au gouvernement par la Grande-Bretagne, empêchaient la Grèce de sombrer complètement dans le chaos ; mais dès l'automne de 1945, les Britanniques nous avaient fait savoir qu'ils aimeraient nous voir aider le gouvernement d'Athènes, surtout dans le domaine financier.

J'avais autorisé le département de l'Etat à entamer des pourparlers avec les Britanniques au sujet des conditions d'une assistance économique à la Grèce, mais nous étions également très désireux de nous assurer que la situation de ce pays justifiait les prêts qui pourraient être éventuellement accordés ; c'est pourquoi j'approuvai l'envoi d'une note à Athènes, en janvier 1946, qui incitait fortement le gouvernement grec à concentrer ses efforts sur un programme de stabilisation économique. Nous offrions de l'aider à mettre un projet de ce genre à exécution, à la fois par l'envoi de conseillers et par l'octroi de fonds.

Toutefois, les progrès réalisés furent bien minimes, car le fossé entre les extrémistes de droite et de gauche semblait s'élargir sans cesse. Le retour du roi ne fit que jeter de l'huile sur le feu. Enfin, en décembre 1946, le gouvernement d'Athènes se plaignit au conseil de sécurité que les groupes d'insurgés recevaient une aide de l'extérieur et une mission des Nations Unies fut envoyée sur les lieux pour étudier la situation. Vers la même époque, il accepta l'offre de conseils techniques que nous lui avions faite depuis si longtemps et j'envoyai Paul Porter, ancien administrateur de l'office du contrôle des prix, à la tête d'une mission économique.

Toutefois, avant même qu'il ait pu tirer la moindre conclusion de son enquête sur place, les événements obligèrent à prendre une décision telle que sa mission et tous les moyens que nous avions envisagés pour régler les problèmes grecs, se trouvèrent dépassés.

Le 3 février, un câble envoyé au département d'Etat par notre ambassadeur à Athènes, McVeagh, signala que le bruit d'un retrait des troupes britanniques de Grèce, ou tout au moins d'une appréciable partie d'entre elles, circulait avec persistance. Le 12, le secrétaire Marshall m'apporta une dépêche de la même origine nous conseillant fortement d'étudier sans retard la possibilité de fournir une aide à la Grèce ; selon notre ambassadeur, les Britanniques n'étaient plus en mesure de continuer le peu qu'ils avaient fait jusqu'alors.

Le 18, Marc Ethridge, de la commission d'enquête de l'O.N.U., câbla que tout indiquait l'imminence d'une intervention des communistes pour s'emparer du pays et le 20, notre ambassade à Londres nous avertissait que le Trésor britannique s'opposait à toute nouvelle aide à la Grèce, étant donnée la situation financière précaire dans laquelle se trouvait la Grande-Bretagne.

Mais la crise se produisit plus tôt que nous ne le pensions. Le vendredi 21 février, vers la fin de l'après-midi, l'ambassadeur de Grande-Bretagne demanda à voir le général Marshall, à l'époque secrétaire d'Etat. Ce dernier, qui s'était rendu aux cérémonies du bicentenaire de l'université de Princeton était absent de Washington, aussi le rendez-vous fut-il fixé au lundi et le département d'Etat obtint communication de la note officielle que l'ambassadeur allait remettre au général : elle nous informait que la Grande-Bretagne devrait se retirer de Grèce avant le 1<sup>er</sup> avril au plus tard. Acheson me téléphona immédiatement la substance du document et je le priai de se mettre à l'étude de la situation devant laquelle nous nous trouvions. Il alerta le comité de coordination Etat-Guerre-Marine et parvint à préparer pendant le week-end un mémorandum de recommandations sur la ligne de conduite à suivre.

[...]

La Grèce avait besoin d'aide, elle en avait besoin tout de suite et en quantité massive. C'était ou cela, ou perdre ce pays et laisser le rideau de fer tomber sur la Méditerranée orientale. La Grèce perdue, la Turquie devenait un avant-poste indéfendable dans une mer de communisme ; réciproquement d'ailleurs, si la Turquie cédaux exigences soviétiques, la position de la Grèce se trouverait gravement compromise.

Mais les conséquences d'une telle situation ne s'arrêtaient pas là. La Pologne, la Roumanie et les autres nations satellites d'Europe orientale avaient été transformées en camps retranchés communistes, parce qu'elles avaient été occupées par les armées russes au cours de la guerre. Nous avons essayé en vain d'amener les Soviétiques à permettre la liberté politique dans ces pays par la persuasion, mais nous n'avions aucun moyen de les contraindre à abandonner leur contrôle, à moins d'accepter la perspective d'une guerre.

La Grèce et la Turquie étaient encore des pays libres, soumis aux menaces communistes à la fois de l'intérieur et de l'extérieur ; ces deux peuples étaient engagés dans une lutte valeureuse pour sauvegarder leur liberté et leur indépendance.

L'Amérique ne pouvait pas, ne devait pas laisser ces pays libres se défendre seuls, car cette attitude aurait eu des répercussions dangereusement nettes au Moyen-Orient, en Italie, en Allemagne et en France. Les idéaux et les traditions de notre Nation exigeaient que nous allions à l'aide de la Grèce et de la Turquie, signifiant par là au monde que partout où elle serait menacée, la cause de la liberté nous trouverait parmi ses soutiens.

Les dangers qu'une telle conduite pourraient entraîner pour nous étaient de ceux auxquels une grande nation doit s'exposer si elle a le moindre amour de la liberté. Les études que Marshall et Acheson m'avaient apportées et que nous avons examinées ensemble, faisaient ressortir nettement que les risques encourus seraient sérieux, mais toute autre voie eût conduit à un désastre pour notre sécurité et pour la sécurité des nations libres du monde entier.

Quelle attitude le monde libre devait-il prendre en face de la menace du totalitarisme russe ? J'en avais discuté maintes fois avec mes conseillers en politique étrangère au cours de l'année écoulée. Pour guider nos prévisions à long terme, j'avais approuvé l'établissement, au sein du département d'Etat, d'un groupe chargé de préparer des plans dans le domaine politique. George F. Kennan, l'un de nos plus éminents experts pour les questions russes, devait en prendre la tête.

[...]

La décision qu'avait prise le cabinet de Londres n'avait pas encore été rendue publique et par conséquent aucun d'entre eux n'était au courant de la gravité de la crise qui nous menaçait brusquement. Je dis au groupe que j'avais décidé d'accorder une aide à la Grèce et à la Turquie et que je comptais sur le Congrès pour fournir les moyens de la rendre efficace et immédiate.

[...]

Durant les jours qui suivirent, les experts du département d'Etat se consacrèrent à l'étude des différents aspects de la situation. Les services économiques s'efforçaient de chiffrer l'aide dont la Grèce aurait besoin et qu'elle pourrait mettre à profit réellement ; les services politiques poursuivaient des consultations avec les représentants britanniques, grecs et turcs ; les légistes préparaient les projets des textes de lois nécessaires. D'autres départements aussi consacraient toute leur attention au programme grec. Le secrétaire à la Marine, Forrestal, en particulier, joua un rôle actif et eut plusieurs longs entretiens avec Dean Acheson ; mais c'est ce dernier, en sa qualité de sous-secrétaire d'Etat, qui coordonna tous les plans. Le général Marshall était sur le point de partir pour Moscou et la préparation de la conférence des ministres des Affaires étrangères qui devait avoir lieu dans la capitale russe, absorbait la plus grande partie de son temps.

[...]

Pendant ce temps, le Congrès étudiait la loi sur l'aide à la Grèce, très à fond et très consciencieusement. J'avais compté qu'elle serait votée avant le 31 mars et cet espoir fut déçu mais le Sénat l'approuva le 22 avril et la Chambre des représentants l'adopta par 287 voix contre 107, le 9 mai ; le 22, j'y apposai ma signature. Le jour où le Congrès a promulgué ce texte garantissant une aide à la Grèce et à la Turquie, l'Amérique a fait savoir au monde que la marche en avant du communisme ne trouverait pas devant elle des voies libérées par notre carence.

Les rebelles communistes de Grèce et leurs complices postés au nord de la frontière se rendirent compte immédiatement que l'arrivée de l'aide américaine serait leur perte, aussi décuplèrent-ils leurs efforts pour s'assurer la victoire avant que notre soutien ait porté ses fruits. Il n'était pas douteux qu'ils recevaient leurs directives des pays satellites. Le 23 mai 1947, la commission d'enquête des Nations Unies dans les Balkans avait officiellement déclaré que la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie soutenaient la rébellion contre le gouvernement grec. Cette conclusion avait été adoptée par 8 voix contre 2, celles de la Russie et de la Pologne, bien entendu ; la France s'était abstenue. Au début du mois de juin, la situation dans le nord du pays devint de plus en plus mauvaise pour les forces gouvernementales. Le 9, notre ambassade signalait «une aggravation marquée» ; le 16, le gouvernement grec demandait que l'on hâtât l'expédition des secours et que l'on consacraît une plus grande proportion du tonnage disponible à l'équipement militaire.

Le 9 juillet, le Foreign Office déclarait à notre ambassadeur à Londres que la situation grecque inquiétait extrêmement ses experts et que toutes les perspectives d'avenir lui paraissaient bien sombres. Le 16, le général Marshall m'adressa un mémorandum qui commençait ainsi : «La situation grecque a évolué de façon critique au cours des trois derniers jours.» De fortes unités de guérillas venues d'Albanie avaient franchi la frontière, apparemment dans le but d'occuper quelques agglomérations plus importantes pouvant servir de centre à une «république populaire».

Je convoquai le secrétaire à la Marine, pour lui demander quelles unités de notre flotte méditerranéenne il serait en mesure d'envoyer dans les ports grecs. Forrestal m'informa qu'il serait tout à fait possible de dérouter avec un minimum de préavis une grande partie de notre escadre de Méditerranée ; il se déclara convaincu qu'une visite de ce genre mettrait un frein aux activités des guérillas communistes, mais ne voulut pas se risquer à prévoir les réactions éventuelles du public américain.

Entre temps, Dwight P. Griswold, ancien gouverneur du Nebraska, que j'avais nommé administrateur de notre programme d'aide à la Grèce, était arrivé sur place. Il s'était mis aussitôt au travail, commençait à

réunir son équipe et prenait des mesures vigoureuses pour assurer la réception et la répartition des fournitures promises. Par contre, le gouvernement grec continuait à s'intéresser surtout aux questions militaires ; il voulait du matériel, des conseillers, de l'argent pour développer son armée et si nous l'avions laissé faire, il aurait donné tous nos secours aux militaires. Aussi bien l'ambassadeur McVeagh que Griswold, s'efforçaient inlassablement de l'amener à élargir ses bases et à rechercher l'appui le plus étendu possible dans l'opinion publique.

Ainsi, au moment même où nous entreprenions de relever l'économie grecque pour permettre au pays de lutter contre l'agitation communiste, nous nous heurtions au désir d'utiliser notre aide pour favoriser des desseins qui visaient davantage à une politique partisane qu'à l'intérêt national. La tâche essentielle qui semblait attendre la politique américaine en Europe, c'était de fournir aux habitants du continent un stimulant qui les aidât à considérer la situation dans l'esprit le plus large possible, au lieu de consacrer leurs énergies à des besoins étroitement nationalistes, voir même partisans.

[...]